

En revanche, le grand potentiel minier de la région, ainsi que l'extrême besoin d'une modernisation des installations d'extraction et de raffinage existantes créent des débouchés pour les entreprises canadiennes dans ces domaines. Il en va de même dans le secteur de l'énergie au Kazakhstan, au Turkménistan et, dans une moindre mesure, en Ouzbékistan. Les grosses centrales hydroélectriques et les ressources du Tadjikistan et du Kirghizistan offrent des possibilités comparables pour les entreprises canadiennes spécialisées dans la production et la transmission d'énergie.

Il y a lieu de croire, bien que cela relève plus de l'hypothèse, que le secteur énergétique au Turkménistan et au Kazakhstan est suffisamment développé pour engendrer des apports de devises non négligeables. L'accumulation probable d'imposantes réserves de devises fortes, ajoutée au faible développement de l'industrie légère et du secteur des biens de consommation ainsi qu'à une infrastructure primitive dans ces deux pays, en fait des marchés qui peuvent être attrayants pour les fournisseurs d'équipements industriels et de produits de grande consommation, et pour les services d'ingénierie et de construction.

Troisièmement, beaucoup pensent que la région dans son ensemble fait l'objet d'une concurrence croissante et pourrait être le siège de conflits entre puissances voisines, dont la Chine, la Russie, l'Iran et la Turquie.<sup>4</sup> Le flou géopolitique qui a suivi l'effondrement de l'URSS apparaît à la fois troublant et attrayant pour les États contigus.

De surcroît, le risque d'un débordement de l'instabilité locale dans les pays voisins, et inversement, est bien réel comme en témoigne la fusion partielle des guerres civiles en Afghanistan et au Tadjikistan. La CSCE et les Nations Unies interviennent de plus en plus dans la sécurité de la région, notamment au Tadjikistan. Le Canada, en tant que membre de ces deux organisations, souhaite éviter une prolifération du conflit et une déflagration générale ou régionale susceptibles de nécessiter une extension des activités opérationnelles de ces organismes; de façon générale, il souhaite aussi la stabilité de la région couverte par la CSCE.

L'ampleur des menaces comme des possibilités qui existent dans la région dépend pour une très grande part de l'évolution politique et économique interne. Dans ce document, nous étudierons l'héritage de la Russie et du régime soviétique, la situation politique et économique dans les États de la région, les transformations des structures régionales et le rôle d'acteurs extérieurs, avant de revenir à la politique canadienne.

---

<sup>4</sup> Pour les raisons exposées dans l'avant-dernière section de ce document, cette perspective m'inquiète moins.